5 mai 1988 - Seul le prononcé fait foi
Télécharger le .pdf

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, dans "Paris-Match" le 5 mai 1988, notamment sur la montée du Front national et sur la situation en Nouvelle-Calédonie.

QUESTION.- Le débat télévisé qui vous a opposé à Jacques Chirac vous a-t-il laissé des regrets ?
- F. MITTERRAND.- Je n'en attendais rien d'exceptionnel, je n'ai donc pas été déçu. Il fallait le faire, cela fut fait, et c'est tant mieux. La télévision a ses contraintes et la démocratie médiatique, ses limites £ j'ai appris à les connaître. L'essentiel se passe ailleurs : dans la tête et le coeur des Français, chaque jour de leur vie. Ils savent lire, entendre, regarder autour d'eux, réfléchir. C'est cela qui m'importe. Vous vous souvenez de Descartes ? "Le bon sens est la chose du monde la mieux partagée..." Je fais mien cet optimisme.
- Cela dit, je regrette que le Premier ministre, qu'au demeurant j'ai trouvé bon, ait choisi la guerre des bilans plutôt qu'une discussion sur l'après 8 mai. J'aurais préféré aborder les questions que les Français se posent pour l'avenir.\
QUESTION.- On a entendu une lycéenne dire au micro d'une radio : "Je croyais Mitterrand plus à gauche".. Que lui répondez-vous ?
- F. MITTERRAND.- Que la gauche est affaire de principes et que les miens n'ont pas changé. Ils sont assez profondément ancrés en moi pour ne pas varier au gré des circonstances ou des vents dominants. Et par principes, je n'entends pas telle ou telle doctrine, mais ce qu'il y a en amont de toutes les théories : une morale. Des valeurs éthiques. Justice, solidarité, dialogue. C'est la donne, depuis Jaurès, et elle me convient. Que dis-je depuis Jaurès ? Depuis 1789 et 1792 £ depuis 1830 et 1948, jusqu'à Clemenceau, Blum, la Résistance.. Elle vient de loin, notre eau vive, et elle poursuit son cours, au fil du temps. Croyez-vous que ces références soient de l'histoire ancienne ? Je suis de plus en plus frappé par la modernité de l'héritage républicain. Quand je vois revenir les tenants d'une société atomisée, démoralisée, cynique, sans dessein et sans grandeur, où chacun est pour lui-même sa propre fin et l'argent la valeur suprême, je dis à votre lycéenne que l'esprit de justice est d'une belle actualité. Quand je vois revenir les tenants de la jungle et de la loi du plus fort, d'un régime de soins à deux vitesses, des citoyennetés de première et deuxième classe, je lui dis et me dis que la solidarité a de beaux jours devant elle. Quand je vois le durcissement des visages et des propos, la fermeture suicidaire des esprits dans un monde de plus en plus interdépendant, je sais que le dialogue, la confiance, le respect d'autrui ne sont pas des voeux pieux mais des urgences.
- QUESTION.- Y a-t-il une différence entre le socialisme de votre premier septennat et celui qui inspire votre démarche actuelle ?
- F. MITTERRAND.- Les temps changent, mais l'inspiration demeure. Je la résumerai d'un mot : étendre la démocratie. Multiplier les droits et libertés des individus comme citoyens et comme producteurs. Développer la politique contractuelle. Moderniser la France, démocratiser la société, c'est un seul et même combat.\
QUESTION.- 30 % des électeurs n'ont voté au premier tour ni pour vous, ni pour Jacques Chirac. N'y a-t-il pas là une remise en cause des courants que vous incarnez l'un et l'autre ?
- F. MITTERRAND.- 30 % ? J'aurais dit plutôt 45 %.. Au premier tour, les règles de l'élection

présidentielle permettent aux électeurs de disposer d'un très large choix. Cette année, il y avait neuf candidats et il est donc normal que ces choix se soient exprimés largement.
- C'est le second tour qui compte et c'est lui qui nous permettra de savoir si la France est toujours aussi profondément coupée en deux ou si, au contraire, elle parviendra à mieux se rassembler pour repousser les vieilles frontières.\
QUESTION.- Comment expliquez-vous l'ascension de Le Pen à Marseille et en Alsace ? Comment faire reculer le lepenisme ?
- F. MITTERRAND.- Ce que nous avons observé à Marseille ou en Alsace s'explique sans doute par les circonstances locales qui pèsent plus lourdement et qui aggravent les tendances nationales. Il faudrait sans doute beaucoup de temps pour analyser l'ensemble des causes qui expliquent les "pointes" du score de ce candidat observées ici et là, et pas seulement d'ailleurs dans les secteurs que vous citez. Mentionnons l'insécurité, ou l'impression d'une insécurité accrue, alors qu'elle diminue depuis 1985 £ la fixation sur l'immigration, ou l'impression que les immigrés sont en plus grand nombre qu'il y a, par exemple, cinquante ans, alors qu'ils représentent la même proportion, 7 % de la population, qu'en 1930. Mais d'abord, évidemment, le chômage, la crise économique.
- Comment réagir ? Personne ne peut ignorer ce que ce vote traduit comme exaspération, comme angoisse, comme malheur chez plusieurs millions de nos concitoyens et celui qui, comme moi, tient à préserver l'unité de la nation et à rassembler les Français pour la faire gagner l'ignore moins que d'autres.
- QUESTION.- Un scrutin majoritaire corrigé d'un peu de proportionnelle ne réfléchirait-il pas d'une manière plus objective la réalité de la nouvelle situation politique ?
- F. MITTERRAND.- Il n'y a pas de mode de scrutin idéal et je ne veux pas me lancer dans une analyse des mérites respectifs de tel ou tel système. La proportionnelle et le majoritaire sont deux systèmes démocratiques. Le bon mode de scrutin, c'est celui qui permet à la fois de dégager une majorité stable au Parlement tout en permettant une représentation équitable des divers courants politiques. N'oublions jamais qu'il est préférable de s'exprimer au Parlement plutôt que dans la rue.\
QUESTION.- Le Premier ministre que vous appellerez sera-t-il socialiste ou pas ? Son gouvernement devra-t-il comprendre toutes les familles vous ayant soutenu ? Y aura-t-il des ministres communistes ? Doit-on comprendre, s'il échoue, qu'il peut y avoir dissolution de l'Assemblée nationale, très rapidement c'est-à-dire au mois de juin ?
- F. MITTERRAND.- J'ai dit que j'appellerai un Premier ministre parmi ceux - les hommes, les femmes, les formations politiques, etc... - qui m'auront soutenu et qui auront approuvé les orientations que je propose à la France et qui, dans l'hypothèse de ma réélection, auront été approuvées par le pays.
- Il lui appartiendra de me proposer un gouvernement comprenant, lui aussi, des hommes et des femmes qui approuvent mon projet et cela peut aller bien au-delà des formations politiques traditionnelles ou des groupes parlementaires.
- J'ignore quand interviendra la dissolution si je dois y recourir : il reviendra au Premier ministre de me dire s'il est en mesure ou non de gouverner et je le constaterai moi-même.\
QUESTION.- Vous préconisez un gros effort en faveur de l'éducation nationale, ainsi qu'une diminution des prélèvements obligatoires, ce qui implique des coupes budgétaires. Lesquelles ?
- F. MITTERRAND.- L'effort très important que je prévois dans ce domaine demandera au prochain gouvernement une résolution sans faille, car il lui faudra tailler dans le vif. Il n'y aura pas de budget tabou. Ce sera le seul moyen de parvenir à financer les dépenses prioritaires d'avenir (éducation, formation, recherche) dans le respect de l'objectif que j'ai fixé, la décrue des prélèvements obligatoires, comme cela a pu être fait en 1985 - 1986, avant qu'ils ne remontent en 1987.\
QUESTION.- Si vous êtes réélu, que faites-vous en Nouvelle-Calédonie ? Abrogerez-vous le statut Pons ?
- F. MITTERRAND.- En Nouvelle-Calédonie, à l'heure où je vous parle, le destin hésite. C'est une

question grave pour le pays tout entier que vous me posezn hésite. C'est une question grave pour le pays tout entier que vous me posez là. Je vous y répondrai gravement et sans échappatoires.
- Dès la présentation par l'actuel gouvernement du projet de loi portant modification du statut en vigueur avant mars 1986, j'ai aussitôt exprimé le 21 mai 1986 au Conseil des ministres ma "profonde inquiétude", en soulignant que ses orientations risquaient de provoquer au sein de la communauté mélanésienne du territoire "un sentiment de manquement aux engagements pris et donc d'injustice et de raviver les tensions entre les communautés". Je reprends là les termes exacts de mon communiqué. Le 18 février 1987, je faisais savoir que la "rupture du dialogue entre le gouvernement et une importante fraction de la communauté mélanésienne ne pouvait qu'ajouter aux tensions présentes et retarder l'heure des réconciliations nécessaires". J'ai redit la même chose, en substance, en novembre 1987, et plus tard à propos de l'actuel statut.
- Mes mises en garde n'ont pas été entendues par les responsables politiques du moment. L'injustice porte en elle le désordre comme le nuage porte la pluie.
- La régionalisation mise en oeuvre par Edgard Pisani à Nouméa, par le gouvernement Fabius à Paris - le partage local des pouvoirs, la redistribution des terres et, surtout, avant tout, la main loyalement tendue aux responsables canaques - avait permis de ramener le calme, peu à peu, dans ce territoire déchiré par le heurt de ses deux communautés principales. Tout cela jeté à bas, à l'aveuglette, par une sorte de politique du bulldozer.
- La paix civile est à reconstruire. Car telle est maintenant l'urgence, la priorité absolue : sauver les vies de nos compatriotes menacés, mettre un terme à la montée des violences - l'enlèvement d'otages est un acte inacceptable - rétablir les ponts coupés. Ce ne sera pas facile. Mais c'est mon devoir. Les communautés ethniques qui vivent en Nouvelle-Calédonie ont le droit de vivre en paix dans le respect mutuel. C'est à la République d'arbitrer impartialement les conflits qui les opposent. Chef de l'Etat, mon devoir également est de faire respecter la loi républicaine en tous les points du territoire national, en Nouvelle-Calédonie comme ailleurs. Comptable des intérêts de la nation, je dois également veiller à l'avenir de la France dans le Pacifique-Sud, cet ensemble qui s'étend des portes de l'Indonésie aux rivages américains. Mais quelle est la meilleure façon de préserver les chances de la présence, du rayonnement français dans cette partie du monde ? C'est toute la question.\